



**FABRIQUE DE LA PAROISSE
de Saint-Hilaire**

RÈGLEMENT DE CIMETIÈRE – #5

Cimetière Saint-Hilaire

RÈGLEMENT DE CIMETIÈRE

**FABRIQUE DE LA PAROISSE Saint-Hilaire
ayant son siège social au 260, Chemin des Patriotes Nord,
dans la ville de Mont Saint-Hilaire au Québec J3H 3H4¹**

1. TITRE ABRÉGÉ

Le présent règlement peut être désigné sous le nom de **Règlement #5 Cimetière Saint-Hilaire pour le cimetière Saint-Hilaire**, situé sur le terrain du 75, rue Désautels dans la ville de Mont Saint-Hilaire

2. OBJET DU RÈGLEMENT

Le présent règlement est adopté en vertu des paragraphes *e* et *f* de l'article 19 de la *Loi sur les fabriques* (L.R.Q., chapitre F-1). Il établit les règles qui s'appliquent à la concession, l'entretien, la reprise des lots, des carrés d'enfouissement, des columbariums, des caveaux funéraires (*Loi sur les fabriques*, article 18c) et des ouvrages funéraires y compris les décorations et les inscriptions qui peuvent y être faites ainsi que les droits et les obligations des concessionnaires. Il détermine les conditions de sépulture et d'exhumation et précise diverses dispositions utiles à la gestion du cimetière.

3. INTERPRÉTATION

3.1 Titres

Les titres utilisés dans ce règlement le sont à titre indicatif et n'en font pas partie.

3.2 Règles d'interprétation

Les termes employés au singulier comprennent le pluriel et vice versa, ceux employés au masculin comprennent le féminin et vice versa, et ceux s'appliquant aux personnes physiques s'entendent aussi pour les personnes morales.

¹ Téléphone : 450-467-4434 secretairesh@egliseenmarche.org

3.3 Définitions

Les expressions et mots suivants, à moins d'une disposition expresse au contraire, ou à moins que le contexte ne le requière un autre sens, ont la signification suivante :

- **autorité diocésaine** : l'évêque et le vicaire général (*Loi sur les fabriques*, article 1f).
- **carré d'enfouissement** : le terrain, objet d'un contrat de concession, où sont déposées exclusivement, sous l'autorité de la fabrique, les cendres ou le corps d'un défunt.
- **cimetière** : tous les terrains, bâtiments, boisés, chemins, allées, clôtures, haies, bordures, arbres et arbustes, le tout, propriété de la fabrique, et constituant un ensemble destiné à l'inhumation des défunts ou de leurs cendres.
- **columbarium** : bâtiment funéraire, propriété de la fabrique, comportant les niches où sont placées, sous l'autorité de la fabrique, une ou plusieurs urnes cinéraires.
- **concession** : autorisation accordée par la fabrique, au moyen d'un contrat de concession, d'utiliser pour une période déterminée et en contrepartie du paiement des coûts exigibles fixés par la fabrique, soit un carré d'enfouissement, soit un lot, soit une niche, propriété de la fabrique, dans le but exclusif de disposer du corps ou des cendres de défunts en conformité avec la loi et la réglementation en vigueur.
- **concessionnaire** : la personne majeure catholique ayant obtenu, par contrat, la concession. Le terme s'applique aussi à un institut religieux ou à un organisme à caractère religieux agréé par l'autorité diocésaine.
- **entretien/améliorations** : action de maintenir le cimetière en bon état en faisant, au fur et à mesure des besoins, les réparations et les travaux jugés nécessaires (ex.: coupe du gazon, aménagement paysager, routes, signalisation, stationnement, irrigation, égouts et drainage, clôture, outils, équipements, machinerie, etc.).
- **exhumation** : action d'extraire des cendres ou un corps de sa sépulture.
- **fabrique** : fabrique de la paroisse en titre du diocèse de Saint-Hyacinthe, propriétaire et gestionnaire du cimetière (*Loi sur les fabriques*, article 1g).
- **inhumation** : sous l'autorité de la fabrique, l'enterrement de la dépouille mortelle ou des cendres d'un défunt dans un lot ou dans le terrain commémoratif ou communautaire, les cendres devant préalablement être déposées dans un contenant ou une urne cinéraire. L'usage d'une urne funéraire écologique avec pousse d'arbre biodégradable est interdit (AF 2019-01-31-1132).

- **lot** : terrain, objet d'un contrat de concession, où seront inhumés, sous l'autorité de la fabrique, les restes ou les cendres d'un ou plusieurs défunts.
- **mausolée-columbarium** : bâtiment funéraire appartenant à la fabrique qui contient les niches (*Loi sur les fabriques*, article 18c).
- **niche** : espace aménagé dans un columbarium pour y recevoir, sous l'autorité de la fabrique, une ou plusieurs urnes cinéraires.
- **ouvrage funéraire** : tout monument, décoration, inscription et autre ouvrage à vocation funéraire, réalisés par un concessionnaire ou à sa demande, et destinés à commémorer le nom d'un défunt, à identifier ou orner un lot ou un carré d'enterrer.
- **sépulture** : selon le contexte et sous l'autorité de la fabrique, l'enterrer, l'inhumation, la mise en niche des restes humains. Ce terme désigne également l'emplacement où sont déposés les restes humains.
- **terrain commémoratif ou communautaire** : désigne la partie du cimetière qui sert aux sépultures qui ne sont pas effectuées dans des lots concédés.
- **titulaire** : personne désignée par le concessionnaire pour le remplacer en cas de décès ou d'incapacité légale. Cette désignation peut être faite par le concessionnaire, soit au contrat de concession, soit dans tout écrit signé par le concessionnaire ou dans son testament. Il peut y avoir désignation de plusieurs personnes qui prennent fonction, une à la fois, selon l'ordre déterminé par le concessionnaire, au cas de décès, d'incapacité légale ou de refus d'agir. Tout titulaire qui remplace le concessionnaire devient lui-même concessionnaire.
- **urne cinéraire** : contenant qui renferme les cendres d'un défunt.

3.4 Pouvoir discrétionnaire

Lorsque le règlement confère un pouvoir discrétionnaire à la fabrique, elle peut l'exercer comme elle l'entend et au moment où elle le juge opportun.

4. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

4.1 Destination

Le cimetière est le lieu sacré destiné à la disposition, conformément au rite catholique romain, du corps et des cendres des défunt qui résidaient sur le territoire de la paroisse ou qui s'y trouvaient au moment de leur décès. La sépulture d'un non-résident peut être autorisée aux conditions fixées par

la fabrique. Seules les personnes reconnues membres de l’Église catholique romaine peuvent y être inhumées, à moins d’une permission de l’autorité diocésaine ou encore de son délégué.

4.2 Circulation de véhicules

Tout véhicule motorisé ou non, hormis les véhicules funéraires et ceux nécessaires à l’entretien des cimetières, est prohibé en dehors des chemins tracés. Tout véhicule circulant sur la propriété de la fabrique doit respecter une vitesse inférieure à 10 km/h.

La fabrique peut faire enlever aux frais du propriétaire tout véhicule illégalement stationné sur sa propriété. Est prohibée toute circulation de motoneige, motocross ou autres véhicules récréatifs du même type ou autres appareils de récréation.

4.3 Respect et bon ordre

Toute personne qui circule dans le cimetière doit s’y conduire avec respect et décence et ne rien faire qui puisse y troubler la paix, le bon ordre et le caractère spécifique des lieux. Elle doit respecter les biens appartenant à la fabrique et aux concessionnaires. L’amusement et la flânerie y sont interdits ainsi que tout usage non conforme à sa destination, au respect de la propriété et de son environnement. Les animaux domestiques sont interdits dans les cimetières. Les visites sont interdites du coucheur du soleil jusqu’au lever du jour.²

4.4 Nuisance et objets inconvenants

Tout concessionnaire doit obtenir la permission des responsables désignés par la fabrique avant d’ajouter quelque objet ornemental dans l’espace concédé. Cela inclut entre autres toute construction, borne, clôture, croix, ouvrage funéraire, luminaire, marchepied, photographie, etc. À son entière discrétion, elle peut également enlever ou faire enlever tout objet inconvenant ou non respectueux du rite catholique romain.

4.5 Heures d'accueil

Les bureaux du cimetière de la fabrique sont ouverts au public selon les heures d’ouverture affichées du secrétariat.

² L’horaire des visites pour le cimetière inclut l’accès au columbarium.

5. CONCESSION PAR LA FABRIQUE

5.1 Concession restreinte

Un lot, un carré d'enterrer ou une niche ne peut être concédé qu'à une seule personne majeure catholique sous réserve des articles 6.2 et 6.3 du présent règlement.

5.2 Modalités

Le lot, le carré d'enterrer ou la niche est concédé au moyen d'un contrat de concession entre la fabrique et le concessionnaire contenant entre autres :

- le nom et les coordonnées du concessionnaire
- la description de la concession
- les modalités propres à l'installation d'un ouvrage funéraire
- le prix et l'attestation du paiement de ce prix
- la durée de la concession
- la déclaration du concessionnaire affirmant qu'il a pris connaissance de la réglementation en vigueur et qu'il se reconnaît lié par ces dispositions.

Le nombre de personnes pouvant être inhumées sera déterminé à la signature du contrat de concession selon la grandeur de ce lot. Cependant, il pourra varier selon les conditions du terrain au moment de la sépulture.

Le contrat de concession doit comprendre tous les coûts d'entretien (annuels, périodiques ou locaux) pour toute la durée du contrat, ainsi que l'entretien de la niche dans le mausolée-columbarium, sauf pour l'entretien de tout ouvrage funéraire qui demeure à la charge du concessionnaire.³

Le contrat est fait en double exemplaire et est signé par le concessionnaire et un représentant de la fabrique. Un des exemplaires est remis au concessionnaire et l'autre est conservé dans les archives de la fabrique. L'usage de la concession est expressément réservé à la fabrique jusqu'au parfait paiement du prix convenu par le concessionnaire. D'ici là, le concessionnaire ne peut faire usage de la concession.

³ Pour la paroisse de Saint-Hilaire, les frais d'entretien font présentement partie du coût d'achat et du droit d'utilisation de ladite concession.

5.3 Durée du contrat de concession

Les lots, les carrés d’enterrer et les niches peuvent être utilisés pendant une période maximum n’excédant pas 100 ans.⁴ La désaffection du cimetière comporte la résiliation de la concession sans indemnité de part et d’autre.

À la fin de la période fixée au contrat de concession, la fabrique acquiert la propriété de tout ouvrage funéraire non revendiqué dans les 90 jours et elle en dispose conformément aux règles qui ont cours, dans son meilleur intérêt.

Lorsqu’il s’agit d’un lot ou d’un carré d’enterrer, la concession peut être renouvelée si, avant expiration de la période fixée au contrat de concession, une demande est faite à cet effet à la fabrique pourvu que le total des deux périodes n’excède pas 100 ans. Le cas échéant, la concession est maintenue aux conditions et aux modalités alors en vigueur notamment en ce qui concerne les ouvrages funéraires.

À défaut de renouvellement, les niches et les lots sont vidées de leur contenu qui est déposé dans le terrain commémoratif ou communautaire.

5.4 Prix et frais de concession

Le prix de la concession, des frais de sépulture de même que des autres biens et services offerts sont fixés annuellement par résolution de l’assemblée de fabrique. Sauf entente spécifique, ils sont payables au moment de la signature du contrat et préalablement à toute fourniture de biens et services par la fabrique.

5.5 Places disponibles

Il appartient à la fabrique de déterminer le nombre de places disponibles dans un lot, un carré d’enterrer ou une niche.

5.6 Annulation de la concession

La concession est résiliée (terminée) lorsque le concessionnaire, sans justification et alors qu’il est en demeure, fait défaut de payer entièrement le prix de la concession ou des coûts de l’entretien selon les modalités convenues au contrat de concession.

⁴ Pour la paroisse de Saint-Hilaire, la durée d’un contrat de concession est de 50 ans. Cette répartition pourrait être modifiée par résolution de la fabrique, mais ne peut excéder la période maximale de 100 ans.

La fabrique peut, après avoir reçu l'autorisation de l'autorité diocésaine, reprendre tout lot dont l'entretien n'a pas été payé depuis cinq ans consécutifs et pourvu que le contrat en fasse mention.⁵ En conséquence, tout ouvrage funéraire deviendra propriété de la fabrique, qui pourra en disposer après un avis écrit de 90 jours, donné au concessionnaire, par poste recommandé, à sa dernière adresse connue. Les cercueils ou les urnes cinéraires se trouvant dans ce lot ou cette niche pourront être exhumés et déposés dans un lot prévu à cet effet à la discréction de la fabrique, après avoir obtenu l'autorisation des autorités religieuses et civiles.

La fabrique résiliera tout contrat de concession d'un lot ou d'un carré d'enfouissement abandonné depuis plus de 30 ans, en donnant avis de telle résiliation de 90 jours auparavant dans un journal local. La fabrique devra obtenir auparavant l'autorisation de la Cour par voie de requête. Suite à telle reprise et à défaut d'être revendiqué dans les 90 jours de celle-ci, la fabrique acquiert la propriété de tout ouvrage funéraire et pourra alors en disposer.

La fabrique résiliera également tout contrat de concession d'un lot ou d'un carré d'enfouissement lorsque le concessionnaire, de façon répétitive alors qu'il est en demeure, refuse ou néglige de respecter les dispositions du présent règlement, de tout autre règlement applicable ou s'il est en demeure de plein droit.

6. DROITS ET OBLIGATIONS DES CONCESSIONNAIRES

6.1 Droit de sépulture

Sous réserve du paiement préalable du coût de concession, des frais de la sépulture et des coûts d'entretien, le concessionnaire a droit à sa sépulture sous l'autorité de la fabrique. On ne procède à aucune sépulture avant que la fabrique n'ait obtenu l'autorisation du concessionnaire et qu'elle se soit assurée du paiement de l'ensemble des coûts.

Selon l'article 5 de la *Loi sur les fabriques*, l'autorité diocésaine peut déterminer les conditions d'admission dans les cimetières catholiques romains et les conditions d'admission au dépôt des cendres dans les cimetières ou les columbariums catholiques romains. Toute personne ayant apostasié la foi catholique ne peut être inhumée dans un lieu appartenant à une fabrique de paroisse catholique romaine à moins d'avoir consulté l'autorité diocésaine.

⁵ Pour la paroisse de Saint-Hilaire, cet élément ne s'applique pas.

Le concessionnaire d'une niche n'a droit qu'à sa propre sépulture ou, le cas échéant, à celle de la personne nommément désignée au contrat, tenant compte de la capacité de la niche et du format de l'urne ou des urnes cinéraires.

Lorsqu'il y a mise en niche, elle a lieu dans le columbarium de la fabrique et n'est pas autorisée dans les ouvrages funéraires appartenant au concessionnaire.

6.2 Droit de cession

Sous réserve des modalités du contrat en cours et des règlements en vigueur et pourvu qu'aucune somme d'argent ne soit due à la fabrique, le concessionnaire d'un lot peut céder gratuitement, par écrit et pour sa durée non expirée, l'usage de sa concession; le nouveau concessionnaire doit s'engager à respecter l'intégralité du contrat de concession et d'entretien.

Tout changement de concessionnaire, sous peine de nullité, doit être notifié à la fabrique dans un délai de six (6) mois. Il prend effet à ce moment et après acceptation par la fabrique. Les honoraires d'enregistrement de cette cession sont fixés par la fabrique et exigibles lors de la notification.

6.3 Dévolution en cas de non-cession

Lorsqu'un concessionnaire décède sans avoir disposé du droit d'usage de sa concession et sans avoir désigné le titulaire devant devenir un concessionnaire conforme au présent règlement, ce dernier doit alors être désigné, dans les 60 jours suivant tel décès, par les descendants en ligne directe du concessionnaire décédé en faisant appel d'abord à ceux du premier degré et par la suite s'il n'y a pas de descendants à ce degré, au degré subséquent.

À défaut de descendants, la tâche de désigner un nouveau concessionnaire appartiendra aux collatéraux du degré le plus près. Un seul concessionnaire doit être désigné et il doit s'engager à respecter l'intégralité du contrat de concession et d'entretien. À défaut d'une telle désignation, seules les personnes dont le nom figure déjà au contrat de concession auront droit à une sépulture. La fabrique procédera alors, de bonne foi et à sa guise, selon l'usage et aux frais de la succession du défunt.

Tout mode de transmission de concession autre que celui défini aux articles 6.2 ou 6.3 du présent règlement est inopposable.⁶

⁶ Acte qui ne produit pas d'effet juridique.

6.4 Utilisation d'un lot ayant déjà servi à des inhumations

Au cas où un lot a déjà servi à l'inhumation d'une ou de plusieurs dépouilles mortelles et qu'il se soit écoulé plus de 30 ans depuis la dernière inhumation, le concessionnaire en fonction peut réutiliser le lot.⁷

Toutefois, la fabrique doit conserver le dossier et inscrire dans ses registres le transfert de la concession.

6.5 Litige

Tout litige en rapport avec l'utilisation d'une concession est réglé par l'assemblée de fabrique, en concertation avec les autorités diocésaines, sur la foi des titres et documents déposés alors au dossier de la fabrique. En outre, la fabrique se réserve le droit de refuser toute sépulture dans son cimetière si une quelconque des conditions de son règlement n'est pas respectée.

S'il y a contestation, aucune sépulture ne sera autorisée, et les restes humains seront alors inhumés dans un endroit du cimetière déterminé par la fabrique à moins qu'un jugement de la Cour, à la requête de la succession du défunt, en décide autrement.

6.6 Ouvrage funéraire

Avec l'autorisation de la fabrique, le concessionnaire ne peut placer et maintenir sur la concession qu'une seule identification en matériaux nobles (bronze, granit, marbre). Cet ouvrage funéraire doit être conforme à la réglementation en vigueur et le concessionnaire doit assumer tous les coûts liés à sa mise en place et à son entretien à la complète exonération de la fabrique.⁸

La hauteur maximale des monuments funéraires, à partir de la base de béton, est déterminée par la fabrique et ne doit pas dépasser 2 mètres. Toutefois, aucun monument ne peut excéder en largeur ou en longueur les dimensions de la base de béton correspondante. Les plaques commémoratives doivent être utilisées au niveau du sol et localisées de telle sorte qu'elles ne nuisent pas à l'entretien et à la reprise du lot.

Le nom du fabricant de l'ouvrage funéraire peut être inscrit seulement au bas de celui-ci. Seul le numéro de lot doit obligatoirement être inscrit. Aucune croix de bois, sculpture métallique ou représentation d'une personne n'est acceptée comme monument dans le cimetière.

⁷ Dans aucun cas, cette clause ne peut s'appliquer dans le cimetière de la paroisse Saint-Hilaire.

⁸ Cet ouvrage doit être placé au centre et à la tête dudit emplacement, sauf dans quelques exceptions.

Lorsqu'un concessionnaire détient les droits d'utilisation de deux (2) emplacements funéraires parallèles et contigus, l'ouvrage funéraire peut être au centre des deux emplacements après autorisation de la fabrique.

En plus, telle mise en place doit se faire sur une base de béton érigée par la fabrique aux frais du concessionnaire. La fabrique peut refuser toute mise en place d'un ouvrage funéraire qui ne se conforme pas à ces règles, notamment quoique non restrictivement en vertu de l'article 4.4 du présent règlement. Tout concessionnaire est responsable des dommages matériels ou blessures corporelles résultant du mauvais état de l'ouvrage funéraire placé sur son lot.

À défaut par le concessionnaire d'assurer l'entretien de l'ouvrage funéraire érigé sur la concession, la fabrique peut, si le concessionnaire est en demeure, procéder ou faire procéder à l'entretien et à la réparation de cet ouvrage funéraire ou l'enlever purement et simplement le tout aux frais du concessionnaire.

À la terminaison du contrat de concession, la fabrique avise le concessionnaire qu'il a un délai de six (6) mois pour procéder à l'enlèvement de tout ouvrage funéraire et à la remise en état de lieux. À l'échéance de ce délai de six (6) mois, la fabrique peut choisir de devenir propriétaire de l'ouvrage funéraire ou, à la charge complète du concessionnaire, procéder à son enlèvement et à la remise en état des lieux.

6.7 Aménagement

Aucun ouvrage funéraire ne peut être érigé ou déplacé sur un lot ou carré d'enfouissement sans l'autorisation écrite préalable et expresse de la fabrique. Le concessionnaire ne peut procéder à l'identification du lot ou du Carré d'enfouissement sans l'approbation préalable de la fabrique. Aucune délimitation n'est autorisée par une clôture, une haie, des chaînes ou tout autre moyen.

Le dépôt ou l'installation d'arrangements floraux sur le monument est permis.

6.8 Changement d'adresse

Le concessionnaire doit lui-même informer la fabrique de tout changement d'adresse. La fabrique est tenue d'envoyer toute correspondance uniquement à la dernière adresse connue.

7. LES NICHES

7.1 Type d'urne cinéraire

Dans les niches du columbarium, seules peuvent être déposées des urnes cinéraires fabriquées d'un matériau noble (bois, marbre, granit, bronze, etc.). Les urnes en bois et en matière recyclable sont permises mais l'exhumation de ces dates urnes ne sont pas permises.

7.2 Inscription

L'inscription en façade des niches relève exclusivement de la fabrique et ne peut être faite quelque inscription que ce soit sans son autorisation écrite préalable.

7.3 Façade des niches

La façade des niches doit être conservée exempte de tout objet à l'exception d'une inscription conforme à la réglementation applicable. Il en est de même de tout espace au sol et sur les murs du columbarium.

7.4 Plaque de façade

Seules les plaques de façade acceptées par la fabrique peuvent être installées pour fermer une niche. Tout changement, manipulation ou modification de ces plaques de façade est prohibé.

7.5 Contenu d'une inscription

Toute inscription en façade d'une niche ne peut comporter autre chose que les nom et prénom légaux de la personne défunte et ses années limites de vie.

8. LES ENFEUS

Cette section ne s'applique pas pour la paroisse Saint-Hilaire et n'est donc pas insérée.

9. ENTRETIEN DES LOTS ET CARRÉS D'ENFOUISSEMENT

9.1 Entretien général

L'entretien paysager de tous les lots et des carrés d'enfouissement est effectué exclusivement par la fabrique aux frais des concessionnaires. Chaque année, la fabrique évalue les coûts de l'entretien du cimetière et fixe par résolution les modalités de paiement à ceux qui ont un entretien annuel.⁹ Hors le columbarium, le concessionnaire demeure seul responsable de l'entretien de toute construction et de tout ouvrage autorisé à moins que le contrat ne le prévoie autrement.

9.2 Exonération

La fabrique décline toute responsabilité pour tout préjudice causé aux biens du concessionnaire, suite à l'enlèvement des nuisances et des objets inconvenants.

9.3 Vandalisme

La fabrique n'est pas responsable des coûts associés au vandalisme ni des autres dommages causés par autrui ou des dommages causés par les intempéries. Dans le cas d'un ouvrage funéraire renversé par vandalisme ou autrement, seule la fabrique est autorisée à le remettre en place aux frais du concessionnaire à la condition que l'ouvrage ne soit pas endommagé.

10. SÉPULTURE ET EXHUMATION

10.1 Dispositions obligatoires

Toute sépulture ou exhumation doit se faire conformément aux prescriptions de la *Loi sur les inhumations et les exhumations* ainsi qu'aux dispositions édictées de temps à autre par la fabrique. Ainsi, principalement, mais non limitativement :

10.1.1 On ne procède à aucune sépulture avant que la fabrique n'ait obtenu l'autorisation écrite du concessionnaire et qu'elle se soit assurée du paiement de la concession, des frais de sépulture et, le cas échéant, des coûts d'entretien.

10.1.2 On ne procède à aucune sépulture avant l'expiration d'au moins six (6) heures à compter de la rédaction du constat de décès et une copie de tel constat doit être préalablement remise à la fabrique. Tout corps mis au charnier doit avoir été préalablement embaumé.¹⁰

⁹ À la paroisse de Saint-Hilaire, ces frais sont inclus dans le coût d'achat du droit d'utilisation ou de son renouvellement sauf s'il y avait exception.

¹⁰ Cette dernière phrase n'est pas applicable pour le cimetière de Saint-Hilaire.

10.1.3 On ne procède à aucune exhumation d'un corps avant que la fabrique n'ait obtenu l'autorisation de l'autorité diocésaine et un jugement de la Cour supérieure et qu'elle se soit assurée du paiement des frais d'exhumation et, le cas échéant, des coûts de la nouvelle concession et de l'inhumation.

10.1.4 On ne procède à aucun déplacement d'une urne cinéraire avant l'approbation de l'autorité diocésaine.

10.2 Heures et périodes de sépulture

La fabrique fixe par résolution les périodes de l'année où l'on peut procéder aux sépultures, conformément à l'article 11 de *la Loi sur les inhumations et les exhumations*.¹¹

10.3 Coûts de sépulture

Les coûts de sépulture sont fixés annuellement par la fabrique. Elle fixe pareillement le coût des autres biens et services. Sauf entente spécifique, ces coûts ainsi que toutes taxes applicables sont payables préalablement à toute sépulture.

10.4 Autorisation préalable

Toute sépulture, exhumation, ouverture de niche, déplacement d'urne cinéraire s'effectue sous l'autorité de la fabrique et doivent être préalablement autorisés. La fabrique doit, le cas échéant, être en possession des documents et autorisations officiels exigés par la loi. Il ne peut être procédé au déplacement de restes humains avant que 25 ans ne se soient écoulés depuis la dernière inhumation dans le lot concerné.

11. DISPOSITIONS DIVERSES

11.1 Registre de la fabrique

La fabrique tient un registre, informatisé ou non, où sont consignés pour chacune des concessions, la description de telle concession, la date du contrat, la durée de la concession, le nom du concessionnaire ainsi que ses données personnelles.

¹¹ Les inhumations ont lieu habituellement tous les jours de la semaine et les samedis à l'exception des dimanches. Entre le 1^{er} novembre et le 31 mai, la fabrique n'est pas tenue d'enterrer les cercueils ou les urnes, ni d'entretenir les allées conduisant aux lots. Si un concessionnaire obtient la permission d'inhumer un cercueil, il paiera les frais excédentaires pour le déneigement et le creusage.

11.2 Extraits des registres de la fabrique

Sous demande, la fabrique fournit un extrait du registre de sépulture selon un tarif fixé périodiquement par l'autorité diocésaine.

11.3 Manipulation

Seules les personnes autorisées par la fabrique, ou le directeur de funérailles, sont autorisés à manipuler et à transporter les cercueils et les urnes cinéraires afin de procéder à leur inhumation, exhumation, enfouissement ou à leur mise en niche.

11.4 Opérations nécessaires

Lors des sépultures et exhumations, la fabrique peut prendre tous les moyens qu'elle juge nécessaire ou utiles à l'exécution de ses obligations y compris, si besoin était, de différer telle sépulture ou exhumation, de transporter et d'entreposer les restes humains dans les limites du cimetière.

11.5 Abrogation

Le présent règlement abroge et remplace tout autre règlement de cimetière antérieur.

11.6 Amendement

Ce règlement peut être amendé par la fabrique, suite à l'approbation de l'autorité diocésaine; les concessionnaires, visiteurs et usagers doivent alors s'y conformer.

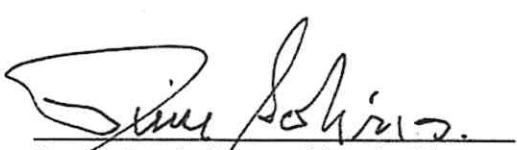
11.7 Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur à la date de son approbation par l'autorité diocésaine.

11.8 Particularité de notre cimetière

Les particularités du cimetière de Saint-Hilaire apparaissent dans les notes en bas de pages.

Règlement adopté par l'assemblée de fabrique
Le 26 août 2025



Secrétaire de l'assemblée de fabrique

